

« AMELIORATION DU CONFORT THERMIQUE ET REMPLACEMENT DES VITRAGES »

COUR D'APPEL DE REIMS
RUE DES CAPUCINS, 51100 Reims



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT 03 - DEPOSE ET DESAMANTAGE

MAITRE D'OUVRAGE



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
SGDI GRAND-EST - DÉPARTEMENT IMMOBILIER
20 Bd de la Mothe – CS 70005
54 002 NANCY CEDEX
Tél : 03 54 95 31 52

MOE



PINGAT INGENIERIE
9, rue André Pingat
51100 REIMS
Tél : 03 26 97 71 32

ARCHITECTE



**PINGAT Architecte &
Conseil**
9, rue André Pingat
51100 REIMS
Tél : 03 26 97 71 32

Bureau de contrôle



APAVE
5 Rue Clément Ader,
51100 REIMS
Tél : 03 26 84 38 00

CSPS



BUREAU VERITAS
54, rue René Cassin
51430 BEZANNES
Tél : 03 59 57 21 04

| N° AFFAIRE | PHASE | DOCUMENT | INDICE | DATE | ETABLI PAR |
|------------|-------|----------|--------|------------|------------|
| 223 041 | PRO | PI-PE-03 | A | 18/10/2024 | LJO |





| | |
|---|----------|
| 1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES..... | 5 |
| 1.01 OBJET DU PRESENT CCTP..... | 5 |
| 1.02 MISSION DE L'ENTREPRENEUR..... | 6 |
| 1.02.01 Visite des lieux | 6 |
| 1.02.02 Connaissance du projet..... | 6 |
| 1.02.03 Exigences d'exploitation..... | 6 |
| 1.03 LIMITES DU DOSSIER..... | 6 |
| 1.04 ORGANISATION DU CHANTIER | 7 |
| 1.04.01 Personnel responsable | 7 |
| 1.04.02 Etat des matériels livrés sur le chantier | 7 |
| 1.04.03 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé | 7 |
| 1.04.04 Suivi du chantier..... | 7 |
| 1.04.05 Nettoyage et protection..... | 7 |
| 1.04.01 Qualification - Certification "Traitement de l'amiante" sous-section 3..... | 8 |
| 1.05 DOSSIER D'EXECUTION | 8 |
| 2. PRESCRIPTION TECHNIQUE GENERALES | 9 |
| 2.01 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER..... | 9 |
| 2.02 QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR..... | 9 |
| 2.03 REGLEMENTATION AMIANTE | 9 |
| 2.04 NORMES | 9 |
| 2.05 GUIDES | 10 |
| 2.06 CODE DE LA SANTE PUBLIQUE | 10 |
| 2.07 CODE DU TRAVAIL..... | 11 |
| 2.08 CODE DE L'ENVIRONNEMENT..... | 11 |
| 2.09 CODE DES TRANSPORTS..... | 12 |
| 2.10 REGLEMENTATION SUR LES INSTALLATIONS CLASSEES | 12 |
| 2.11 REGLEMENTATION EUROPEENNE..... | 12 |
| 2.12 TRAVAUX DE RETRAIT DE MPCA..... | 12 |
| 2.13 NOTE SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE EN FRANCE..... | 12 |
| 2.14 AUTRES DOCUMENTS | 13 |
| 2.15 GUIDES ET NOTES INRS | 13 |
| 2.16 ENGAGEMENT DU TITULAIRE..... | 13 |



| | |
|--|-----------|
| 3. DESCRIPTION DES OUVRAGES..... | 15 |
| 3.01 REPERAGE DES DEPOSES | 15 |
| 3.02 LOCALISATION DES ELEMENTS CONTENANT DE L'AMIANTE D'APRES LE PLAN DE REPERAGE DE L'AMIANTE ANNEXE AU DOSSIER..... | 15 |
| 3.03 TRAVAUX EFFECTUES EN PRESENCE DE POUSSIERS D'AMIANTE | 15 |
| 3.04 REDACTION ET TRANSMISSION DU PLAN DE RETRAIT | 15 |
| 3.05 ISOLEMENT DE LA ZONE DE TRAVAIL | 16 |
| 3.06 ZONE DE STOCKAGE DES DECHETS..... | 17 |
| 3.07 EQUIPEMENT RESPIRATOIRE DE PROTECTION | 17 |
| 3.08 STRATEGIE DE MESURE D'EMPOUSSIEREMENT | 17 |
| 3.09 DEPOSES DES ELEMENTS | 18 |
| 3.09.01 Mur rideau RDC/Mezzanine | 18 |
| 3.09.02 Bow-window..... | 19 |
| 3.10 GESTION DES DECHETS..... | 19 |
| 3.10.01 En Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) – Classe 1..... | 19 |
| 3.10.02 En Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) | 19 |
| 3.10.03 Rapport de Fin d'Intervention (RFI)..... | 20 |
| 3.10.04 Déchets issus du nettoyage..... | 20 |



1. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

Chaque entrepreneur se référera au CCTP 00.

1.01 OBJET DU PRESENT CCTP

Le présent document concerne la description des travaux nécessaires au présent projet qui porte sur la rénovation des bureaux et circulations du R+1, R+2 et mezzanine de la Cour d'Appel de Reims. Les travaux portent également sur le remplacement des menuiseries extérieures et l'amélioration du confort thermique.

La description des ouvrages ci-après a pour but de définir le principe général des travaux, objet du présent lot, en précisant le niveau de qualité minimum requis. Elle a pour objet de renseigner l'entreprise sur la nature des travaux à effectuer sur l'ampleur et leur emplacement.

Les renseignements sur les ouvrages existants et leurs dimensions, portés dans le présent dossier, ne sont pas contractuels. Les entreprises sont tenues de les vérifier sur place et d'adapter en conséquence leurs études, leurs documents et leurs ouvrages.

Ce CCTP n'est pas limitatif. En conséquence, l'entrepreneur aura intégré tous les travaux indispensables à la bonne finition des ouvrages, conformément aux réglementations en vigueur pour une parfaite exploitation.

Le CCTP a pour but de préciser la nature des constructions à réaliser.

Le prix global comprendra implicitement toutes les fournitures et façons accessoires même non mentionnées, mais nécessaires au parfait achèvement des ouvrages pour l'obtention d'une livraison en parfait état d'habilité du bâtiment.

L'entreprise est réputée être au courant des ouvrages incombant aux diverses autres entreprises et avoir pris connaissance des CCTP de chacun des lots de travaux pouvant avoir une incidence sur les prévisions et l'exécution des travaux du présent lot.

En outre, le titulaire du présent lot est réputé être au courant et accepter en ce qui le concerne les dispositions particulières décrites dans le lot 00 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES.

En cas d'imprécision, soit des plans, soit des pièces écrites, les soumissionnaires devront prévoir, chacun dans leur corps d'état en analogie à ce qui est demandé d'autre part, tous les ouvrages qui ne seraient pas spécialement décrits, pour aboutir à des ouvrages complètement terminés et utilisables.

Les ouvrages accessoires à la construction, figurant aux plans, façades et coupes, mais non spécialement décrits ou détaillés devront être prévus. Ils seront réalisés en matériaux appropriés à l'esprit dans lequel sont conçus les ouvrages essentiels.

Le CCTP du présent lot ne peut être dissocié de ceux des différents corps d'état qui contribuent à la réalisation de l'ensemble du projet.

L'entrepreneur se reportera donc à ces autres CCTP, ainsi qu'à l'ensemble des documents qui définissent les prestations de chacun.

S'il le juge utile, l'entrepreneur demandera au Maître d'œuvre les documents complémentaires et les renseignements qui lui paraissent indispensables à l'établissement de son offre.

Dans le cas d'une attribution à une entreprise générale, si elle redistribue, à son initiative, la prestation entre plusieurs lots, elle assurera la responsabilité de l'organisation logique des interventions et du parfait achèvement de la totalité de la prestation.



1.02 MISSION DE L'ENTREPRENEUR

1.02.01 Visite des lieux

L'Entrepreneur devra obligatoirement, avant pour l'exécution de ces travaux, visiter l'établissement de façon à constater et évaluer le degré de complexité des ouvrages à réaliser.

NB : Le site est occupé durant les travaux.

1.02.02 Connaissance du projet

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots, et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux. L'Entrepreneur est supposé connaître l'ensemble du projet, soit en règle générale, soit toute partie du projet susceptible d'avoir des incidences pour l'exécution de ses travaux.

En cas d'omission ou d'impossibilités techniques de réalisation du projet, l'Entrepreneur devra, de par ses connaissances techniques, y remédier et en avertir le Maître d'Œuvre lors de la remise de son offre

Sans observation de sa part, sa proposition sera considérée comme acceptant l'exécution des travaux dans leur intégralité sans aucune réserve, ni restriction, et ceci sans qu'il puisse être demandé de suppléments.

1.02.03 Exigences d'exploitation

Les travaux se dérouleront sur un site occupé, l'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de ne pas perturber le fonctionnement des réseaux existants traversant le site et d'assurer une continuité de service :

L'Entrepreneur devra veiller aux problèmes de :

- Sécurité des personnes,
- Fonctionnement de services,
- Hygiène vis à vis des tiers,
- Dégradations et nuisances,
- Préservation de l'environnement,
- Bruits, percements et poussières.

L'Entrepreneur devra en tenir compte pour l'établissement de son offre.

Aucun supplément de prix ne sera accordé ultérieurement, en fonction des difficultés d'installation dues à l'occupation des locaux.

1.03 LIMITES DU DOSSIER

Autant qu'il soit possible, le présent dossier d'appel d'offres est rédigé de la façon la plus détaillée, afin de fixer les limites de fournitures et l'étendue des prestations dues par l'Entrepreneur.

Il est fait usage souvent de symboles repérés qui permettent de représenter graphiquement une plus grande étendue de données.



L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas devoir une fourniture nécessaire à la bonne réalisation de l'ouvrage ou de son fonctionnement performant.

De plus, les emplacements de certains équipements, apparaissant sur les plans du présent dossier d'appel d'offre, ne sont pas obligatoirement ceux qui seront finalement choisis au cours des réunions de coordination de chantier. L'Entrepreneur ne pourra présenter de devis de travaux supplémentaires consécutifs à ces ajustements.

De même, certaines dispositions architecturales et certains équipements peuvent être modifiés et, par conséquent, être différents de ceux prévus par le Maître d'Œuvre. L'Entrepreneur devra donc refaire tous les plans et calculs, en prenant à la source tous les renseignements qui lui seront nécessaires.

1.04 ORGANISATION DU CHANTIER

1.04.01 Personnel responsable

L'Entrepreneur devra nommer un responsable de projet et un adjoint qui seront, tous les deux, au courant de toutes les phases des travaux, ceci en vue de ne pas interrompre ou retarder le chantier en cas de maladie, vacances, etc. de l'un d'eux.

En outre, l'Entrepreneur désignera un responsable du chantier qui assistera à toutes les réunions de chantier concernant son lot et autres réunions spécifiques.

Le responsable de chantier sera continuellement présent sur le chantier, au minimum, pendant l'exécution de ces travaux.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement d'une à trois personnes, s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable devra faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre.

1.04.02 Etat des matériels livrés sur le chantier

Tous les matériels faisant partie de la fourniture doivent être neufs. L'Entrepreneur est responsable du bon état de conservation de ceux-ci.

1.04.03 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Ce document sera établi par l'Entrepreneur et soumis à l'approbation du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les documents seront conformes à la loi en vigueur.

1.04.04 Suivi du chantier

L'Entrepreneur mettra à disposition du Maître d'Œuvre une lampe torche transportable et rechargeable, permettant le contrôle des installations, par ce dernier, ainsi que des bottes de chantier et un casque de protection.

1.04.05 Nettoyage et protection

L'Entrepreneur sera responsable de la protection de l'ouvrage pour l'évacuation des encombrants ainsi que des ascenseurs et monte-charges qui seront réactivés pour être utilisés pendant les travaux.



L'Entrepreneur doit prévoir tous les dispositifs de protection, ces protections seront maintenues jusqu'à la fin du chantier.

Tous les équipements endommagés seront réparés à neuf ou remplacés par l'Entrepreneur à ses frais.

Si ces précautions élémentaires n'étaient pas respectées, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourraient refuser le montage des matériels et demander leur retour en usine pour vérification et réparation ou remplacement total ou partiel, cela aux frais de l'Entrepreneur.

1.04.01 Qualification - Certification "Traitement de l'amiante" sous-section 3

L'entreprise doit obligatoirement détenir un certificat de qualification en cours de validité attestant sa capacité technique à réaliser des travaux de retrait ou de confinement d'amiante et de leur respect des réglementations en matière d'environnement et de sécurité.

1.05 DOSSIER D'EXECUTION

Contenu du dossier d'exécution :

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments à déposer
- Les plans d'installation de chantier,
- Les plans de méthodologie,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en oeuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution.

Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Oeuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

L'entrepreneur dans les 15 jours suivants la notification de son marché de travaux, établira le plan de retrait de l'amiante et l'enverra en recommandé à l'inspection du travail pour validation.

Un plan de zonage devra établi par l'entrepreneur du titulaire lot pour validation à la maitrise d'ouvrage.



2. PRESCRIPTION TECHNIQUE GENERALES

2.01 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

L'opération est classée en catégorie : 2 au regard des dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé issues de la loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993, portant transposition de la directive du conseil des communautés européennes N° 92-57 du 24 juin 1992, et du décret N° 94.1159 du 26 décembre 1994.

2.02 QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Pour les travaux de retrait de MPCA, l'Entrepreneur devra posséder les qualifications suivantes :

Certification 1552 « Traitement de l'amiante »

Pour les travaux de démolition, l'Entrepreneur devra posséder les qualifications suivantes :

Qualibat n° 1112 « Démolition (technicité confirmée) »

Ces qualifications sont à remettre en même temps que l'offre de prix

2.03 REGLEMENTATION AMIANTE

Le titulaire s'engage pour toute la durée de sa prestation de désamiantage au respect sans exception de la réglementation en vigueur et des textes réglementaires encadrant les travaux de désamiantage édictés ci-après.

Le plan de retrait et les modes opératoires du titulaire répondent aux textes relatifs au risque amiante référencés ci-après.

2.04 NORMES

- NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entrepreneurs.
- NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entrepreneurs.
- NF X 43-050, Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission — Méthode indirecte.
- NF X 43-269, Qualité de l'air — Air des lieux de travail — Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP.
- NF X 46-020 Repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie.
- NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis — Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante — Mission et méthodologie.
- NF EN 529, Appareils de protection respiratoire — Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance — Guide (indice de classement : S 76-005).
- NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014).



- NF EN 12021, Appareils de protection respiratoire — Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006).
- NF EN 12941, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034).
- NF EN 12942, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035).
- NF EN 14593-1, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 1 : Appareil avec masque complet — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1).
- NF EN 14593-2, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058).
- NF EN 14594, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1).
- NF EN ISO 16000-7, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7).

2.05 GUIDES

- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS.
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS. Guide ND 2137:2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS.
- GA X 46-033, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO.

2.06 CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, modifié.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi qu'au contenu du rapport de repérage, modifié.
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité du DTA et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».



- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi qu'au contenu du rapport de repérage.

2.07 CODE DU TRAVAIL

- Principes généraux de prévention (maître d'ouvrage) : art. L.4531-1. principes généraux de prévention (employeur) : art. L.4121-2.
- Coordination SPS : art. R.4532-1 à R.4532-98.
- Plan de prévention : art. R.4511-1 à R.4511-12, R.4512-1 à R.4512-16 et R.4513-1 à R.4513-13.
- Risque chimique : art. R.4412-1 à R.4412-93. Risque amiante : art. R.4412-94 à R.4412-148.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entrepreneurs lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entrepreneurs lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (rectificatif).
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entrepreneurs réalisant des travaux de retrait ou d'en capsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Décret no 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Décret n° 2013-914 du 11 octobre 2013 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du Code du travail pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.
- Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans.

2.08 CODE DE L'ENVIRONNEMENT

- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.
- Circulaire n° 96-60 du 19/07/1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.



- Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12/03/1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets.
- Circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010- 369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets.

2.09 CODE DES TRANSPORTS

- Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit «arrêté TMD»).
- Règlement ADR : accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route.
- Règlement RID : règlement européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie ferrée.
- Règlement ADN : accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures.

2.10 REGLEMENTATION SUR LES INSTALLATIONS CLASSEES

- Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (rubrique 2718).
- Circulaire du 24/12/10 relative aux modalités d'application du décret n° 2010-369.
- Arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718.

2.11 REGLEMENTATION EUROPEENNE

- Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale.
- Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.
- Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services.

2.12 TRAVAUX DE RETRAIT DE MPCA

- Guide de prévention ED 6091. INRS, édition 2012.

2.13 NOTE SUR L'UTILISATION DE L'AMIANTE EN FRANCE

La fabrication, la transformation, la vente, l'importation, la mise sur le marché et la cession de toutes variétés de fibres d'amiante ont été interdites en France à compter du 1er janvier 1997 (décret n°96- 1133 du 24 décembre 1996).

Avant cette date, les fibres d'amiante ont été incorporées dans un grand nombre de matériaux du BTP



La recherche de M.P.C.A (Matériaux et Produit Contenant de l'Amiante) est réalisée par le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre pour tous bâtiments dont le Permis de Construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

2.14 AUTRES DOCUMENTS

Questions/réponses et logigrammes ministériels disponibles sur www.travailler-mieux.gouv.fr.

Questions/réponses portant sur le décret n° 2013-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition amiante.

Questions/réponses portant sur l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Logigramme « Distinction sous-section 3 /sous-section 4 pour les opérations sur des immeubles par nature ou par destination ».

Instruction DGT_CT2_2015_238 d'application du Décret no 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

2.15 GUIDES ET NOTES INRS

ED 1475 : Amiante : les produits, les fournisseurs. ED 6005 : Situations de travail exposant à l'amiante.

ED 6028 : Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets.

ED 6091 : Travaux de retrait ou d'en capsulage de matériaux contenant de l'amiante. ED 6106 : Les appareils de protection respiratoires : choix et utilisation.

ED 6142 : Travaux en terrain amiantifère : opérations de génie civil de bâtiment et de travaux publics. Note documentaire ND 2137-181-00 : le bilan aéraulique des chantiers d'amiante (2000).

Note technique NTI : amiante, recommandations pour vérifier le respect de la VLEP (2013).

2.16 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le simple fait de répondre à la présente consultation implique que le titulaire garantit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, le strict respect des textes en vigueur au moment de l'exécution de ses travaux.

Le titulaire se conforme aux exigences contractuelles et réglementaires.

L'objet du marché est le retrait des M.P.C.A dans les conditions décrites par ailleurs en assurant le Maître d'Ouvrage sur :

- La protection absolue des personnels travaillant "en zone",
- La protection absolue des personnes extérieures au chantier (dont celles entrant en zone, en étant par ailleurs autorisées à y pénétrer),
- La protection absolue contre la contamination des autres zones du (ou des) bâtiment(s) qui ne sont pas à traiter ou qui sont déjà traitées dans la limite de la valeur indiquée au code de santé public,
- La protection absolue contre la contamination de l'environnement proche du chantier dans la limite de la valeur indiquée au code de santé public,
- La restitution des locaux traités dans des conditions conformes à la réglementation et notamment au Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011.





3. DESCRIPTION DES OUVRAGES

Préalablement à la dépose, le titulaire du présent lot aura à sa charge le désamiantage de la zone de travaux suivant rapport amiante.

3.01 REPERAGE DES DEPOSES

L'ensemble des travaux d'amiante concerne des travaux de menuiseries extérieures.

3.02 LOCALISATION DES ELEMENTS CONTENANT DE L'AMIANTE D'APRES LE PLAN DE REPERAGE DE L'AMIANTE ANNEXE AU DOSSIER.

La localisation des éléments à déposer contenant de l'amiante est fonction des zones concernées par les travaux. L'entreprise doit expressément superposer les plans d'états actuels avec les plans projetés pour déterminer les ouvrages à déposer en fonction du rapport de repérage de l'amiante avant travaux établi par BUREAU VERITAS joint au dossier d'appel d'offres.

Liste des ouvrages à déposer en sous-section 3 :

- Mur rideau RDC/Mezzanine en façade OUEST, compris SAS vers salle d'audience
- Précadre des bow-windows (les menuiseries seront à déposer par le lot menuiserie extérieure)

3.03 TRAVAUX EFFECTUES EN PRESENCE DE POUSSIÈRES D'AMIANTE

L'Entrepreneur se conformera au décret n° 96-97 du 07/02/96 relatif aux mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante.

L'Entrepreneur devra fournir une attestation de formation spécifique des salariés assurée par un organisme agréé.

3.04 REDACTION ET TRANSMISSION DU PLAN DE RETRAIT

Rédaction par l'Entrepreneur du PDRE en précisant les points suivants à minima :

- La localisation de la zone à traiter,
- Les quantités d'amiante manipulées,
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés,
- La date de commencement et la durée probable des travaux,
- Le nombre des travailleurs impliqués sur le chantier,
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre,
- Le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre,
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement,



- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets,
- Les durées et le temps de travail déterminés,
- Les dossiers techniques,
- Les notices de poste,
- Un bilan aéraulique prévisionnel (pour les travaux réalisés avec confinement),
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier.

(Avec dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, dates de visites médicales, nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, les dates de validité de leur formation).

Le plan de retrait est adressé par l'Entrepreneur par courrier recommandé avec accusé de réception au minimum 30 jours avant le début des travaux à l'inspection du travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP. Un exemplaire du plan de retrait est à adresser au Maître d'Ouvrage, 10 jours avant l'envoi aux organismes de prévention.

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.

3.05 ISOLEMENT DE LA ZONE DE TRAVAIL

Le titulaire du présent lot devra la protection des zones d'intervention par confinement simplifié.

Le lieu de travail devra être rendu étanche afin d'empêcher la dispersion des fibres à l'extérieur et vers les zones maintenues en activité.

Installation spécifique au désamiantage

Installation d'un sas d'accès à 5 ou 3 compartiments avec douches pour la décontamination des opérateurs. Contrôle des accès. Nettoyage de la zone, Utilisation d'aspirateur à filtration absolue.

Equipements de protections individuelles par adduction d'air comprimé ou des masques complets à filtration (P3) et ventilation assistée. Combinaisons étanches lavables ou jetables.

Confinement complet et/ou partiel

L'entreprise chargée des travaux de désamiantage, doit être titulaire d'une qualification pour les travaux de confinement et/ou de retrait de matériaux amiantés présentant des risques particuliers. Elle devra effectuer une évaluation systématique des risques professionnels qui permettra de définir la nécessité de confiner ou non le chantier.

L'entreprise devra également traiter, conditionner et transporter les déchets amiantés de manière à ne pas libérer de fibres et à les évacuer aussitôt que possible.

Elle devra faire réaliser des mesures d'empoussièrement pendant les travaux et assurer la sécurité des travailleurs.

Le confinement sera réalisé par la mise en place de polyane agrafé sur une ossature bois (type liteau) et utilisation de ruban adhésif et mousse expansive pour l'étanchéité des jonctions. La zone de confinement sera mise en dépression.

**Balisage du chantier**

Réalisation d'un balisage du chantier pour interdire l'accès à toutes personnes non autorisées. Utilisation de barrières métalliques pour la clôture et mise en place d'une signalétique (chantier interdit au public, zone amiantée,...).

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.

3.06 ZONE DE STOCKAGE DES DECHETS

Une zone de stockage des déchets issus du chantier de retrait des M.C.A. sera aménagée par l'Entrepreneur et devra permettre le stockage des "big-bag" (sacs de conditionnement des déchets amiantifères) et des palettes de stockage du fibro ciment, avant leur évacuation vers le centre de traitement de déchets adapté à la réglementation en vigueur.

Cette zone devra être fermée à clef et protégée efficacement pour éviter tout risque de déchirement des sacs.

Elle sera signalée par un panneau de chantier indiquant les risques liés à la nature des produits stockés.

Localisation : A définir suivant PIC du menuisier extérieur et avec le Maître d'Ouvrage.

3.07 EQUIPEMENT RESPIRATOIRE DE PROTECTION

Matériel : combinaison jetable avec marque complet à induction d'air à débit continu. Appareil à ventilation intégrée insufflant l'air filtré sur visage de l'opérateur.

L'air respiré en suppression par rapport au milieu ambiant élimine le risque de pénétration de fibres. Classe d'efficacité TMP3 (norme NF EN 146).

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.

3.08 STRATEGIE DE MESURE D'EMPOUSSIEREMENT

Le titulaire du lot devra adresser son projet de Plan de Retrait à l'organisme certifié qui assure les mesures d'empoussièrement.

Sur la base des éléments fournis par le titulaire, l'organisme accrédité, devra établir le projet de stratégie d'échantillonnage qu'il retournera au titulaire du marché pour être intégré, après consultation du médecin du travail, du CHSCT ou délégué du personnel, au plan de retrait finalisé par le titulaire.

Le titulaire fera procéder aux mesures d'empoussièrement dans le respect de la stratégie définie. 4 mesures sont à prévoir au minimum (mesure avant réalisation des travaux, mesure libératoire ou 1^{ère} restitution, mesure fin de chantier amiante, mesure 2^{ème} restitution – réoccupation des locaux – mesure intermédiaire à définir par l'entreprise).

Les coûts inhérents à ces contrôles seront inclus dans le montant global de la prestation du titulaire. Ils feront l'objet d'un poste spécifique dans l'offre de prix du titulaire.

D'autres contrôles et mesures seront réalisés par le titulaire.

Toutes les mesures seront effectuées en META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) et sont impérativement transmises à la Maitrise d'Œuvre.

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.



3.09 DEPOSES DES ELEMENTS

Les portes devront être stockées par lot menuiseries extérieures pour les réintégrer dans le futur mur rideau RDC. Coordination avec le lot menuiseries extérieures.

Pour la dépose des éléments avec présence d'amiante (repérage suivant le rapport joint au présent dossier), il est prévu au présent lot l'ensemble de la dépose, selon les normes et les décrets en vigueur, d'équipements spécifiques à base d'amiante ou de plomb, des matériaux repérés par l'investigation de l'organisme agréé.

Ces travaux seront réalisés après l'élaboration d'un plan de retrait et les accords administratifs selon dispositions précédentes.

Un périmètre de sécurité sera mis en place durant la durée des travaux de désamiantage. Les protections individuelles du personnel seront fournies et la visite médicale pour chacun des intervenants prévus avant et après les travaux selon les différentes zones d'intervention.

L'Entrepreneur réalisant les travaux de désamiantage étant qualifiée pour les travaux réalisés. Les éléments amiantés seront conditionnés et étiquetés.

Les procès-verbaux de traitement en décharge seront fournis.

Les travaux de désamiantage comprendront notamment :

- Les installations de confinement, de sécurité et de protection dont les prélèvements d'air et contrôle des taux d'amiantes présent dans les volumes actuels,
- L'isolement des zones de travail,
- L'utilisation d'aspirateur à filtration,
- Les équipements de travail,
- L'application de fixateur de fibre selon nécessité,
- En fin de travaux les démontages et enlèvement des installations,
- La réalisation de prélèvements d'air dans le volume initialement contrôlé pour comparaison des valeurs recueillies,
- Le nettoyage final.

L'Entrepreneur fournira l'ensemble des justificatifs et bordereaux de suivi de déchets pour chaque type de matériaux concernés ;

Le rapport, une visite sur site et le présent CCTP seront pris en compte pour l'ensemble du devis remis par l'Entrepreneur.

3.09.01 Mur rideau RDC/Mezzanine

L'entreprise inclura la dépose soignée des complexes existants compris SAS, la dépose se fera en 3 phases afin de maintenir 2 issues en fonctionnement.

Nous attirons l'attention de l'entreprise sur l'importance du phasage et des moyens mis en œuvre pour garantir la sécurité des personnes au vu de la hauteur et du passage régulier de visiteur.

L'entrepreneur a à sa charge tout moyen de levage nécessaire et protections diverses telles que des filets, tunnel, interdiction de passage... Tout échafaudage sera à charge du présent lot avec une coordination avec le lot menuiserie extérieure afin de mutualiser les interventions. La protection en pied d'échafaudage est à charge du lot 01.

Tout échafaudage devra procéder à minimum un filet de protection toute hauteur pour éviter toute intrusion de volatile et de jet d'objet.



Le mur rideau RDC est composé de grands ensembles métalliques verticaux avec un habillage, ces profilés seront à conservé

Localisation : A coordonner avec le lot menuiseries extérieure pour le mur rideau RDC toute hauteur

3.09.02 Bow-window

L'entreprise inclura la dépose soignée des précadres des bow-windows, le lot menuiserie extérieure se chargera de la dépose de la menuiserie.

Nous attirons votre attention sur une dépose soignée des éléments, une reprise légère des encadrements de baie est prévue au lot second-œuvre, toutes dégradations importantes seront reprises à vos frais. Les éventuelles découpes de toile de verre seront obligatoirement rectilignes.

Nous attirons l'attention de l'entreprise sur l'importance du phasage et des moyens mis en œuvre pour garantir la sécurité des personnes au vu de la hauteur et du passage régulier de visiteur.

L'entrepreneur a à sa charge tout moyen de levage nécessaire et protections diverses telles que des filets, tunnel, interdiction de passage... Tout échafaudage sera à charge du présent lot avec une coordination avec le lot menuiserie extérieure afin de mutualiser les interventions.

Tout échafaudage devra procéder à minimum un filet de protection toute hauteur pour éviter toute intrusion de volatile et de jet d'objet.

Localisation : A coordonner avec le lot menuiseries extérieure pour l'ensemble des bow-windows

3.10 GESTION DES DECHETS

3.10.01 En Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) – Classe 1

Le titulaire assure la traçabilité des déchets par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets amiantés.

Les déchets amiante sont à évacuer vers site de stockage de déchets dangereux (Classe1). Les déchets sont évacués au fur et à mesure de leur production.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux, suivant rapport amiante, notamment pour les déchets amiantés de toute nature produit par le chantier.

3.10.02 En Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND)

Tous gravois de sols, de couverture, de joints, de faux plafond, de canalisations ou autres à base d'amiante devront être conditionnés et mis en décharge agréée suivant les réglementations en vigueur.

En cas de découverte de matériaux amentifères non répertoriées dans le document de l'appel d'offre, l'Entrepreneur du présent lot devra réaliser un plan de retrait complémentaire au plan de retrait initialement établi, qu'il transmettra aux autorités compétentes, l'enlèvement de ces matériaux devant se faire dans le respect des normes en vigueur concernant le retrait de matériaux amentifères et l'élimination de ces déchets. Ces travaux revenant à l'entrepreneur titulaire du présent lot.



L'Entrepreneur devra faire signer par le Maître d'Ouvrage les bons de transport et de mise en décharge des produits issus de la démolition.

Les fiches de suivi de déchets seront conservées et remises dans le dossier d'ouvrage exécuté en fin de chantier.

Les gravois de démolition, ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique, à toute distance et par tous moyens. Ceux-ci devront être éliminés dans les décharges adaptées au type de déchets

L'Entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, (etc...), qui seront à sa charge.

Le titulaire assure la traçabilité des déchets par l'intermédiaire d'un bordereau de suivi des déchets amiantés.

Seul les déchets amiante ciment ayant gardé leur intégrité sont dirigés vers un centre de stockage de classe 2.

Le conditionnement, le stockage et le transport des déchets sont réalisés dans le respect de la réglementation en vigueur.

Localisation : Sur l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux, suivant rapport amiante, notamment pour les déchets amiantés de type AC ayant gardés leur intégrité.

3.10.03 Rapport de Fin d'Intervention (RFI)

À l'issue des travaux, l'Entrepreneur devra établir un dossier de synthèse, appelé rapport final d'intervention (RFI), destiné au Maître de l'Ouvrage, lui permettant de mettre à jour le dossier technique amiante et le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Tous ces registres seront regroupés en un même endroit du chantier (de préférence où se tient le responsable).

Le RFI devra comprendre :

- Le PRE et les éventuels additifs,
- Le journal de chantier et le recueil des PV et analyses, consignations, (etc...),
- Les CAP des déchets et les BSDA et BSD des différents déchets,
- Les certificats d'élimination des déchets,
- Le PV de réception et les levées de réserves,
- Un plan faisant apparaître les MCA retirés, encapsulés ou non retirés.

Les zones où l'amiante est conservé doivent être signalées sans ambiguïté dans les locaux concernés. La norme XP X 46-023 définit la méthodologie de réalisation des plans ou croquis.

Ce RFI constituera la base du dossier d'archivage de l'Entrepreneur. Le dossier d'archivage inclut, en plus, les fiches d'exposition des salariés et tous les éléments relatifs au chantier non présents dans le RFI.

Localisation : Pour l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.

3.10.04 Déchets issus du nettoyage

Les déchets de colle ainsi que leur support indissociable (chape, béton), les déchets issus du nettoyage et les déchets de matériels et d'équipement seront conditionnés comme les déchets issus des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages dans le bâtiment (circulaire n° 96-60 du 19.07.96).



Ils seront ainsi placés dans une double enveloppe étanche qui sera elle-même placée dans un grand récipient pour vrac (GRV).

Avant la mise en place de la double enveloppe la première enveloppe sera douchée en transitant par le sas de la zone de confinement allégée.

Localisation : Pour l'ensemble de la zone travaux, tous niveaux.